



ALTAREA

Société en commandite par actions au capital de 155.539.502,06 euros

Siège social : 8, avenue Delcassé - 75008 PARIS

335.480.877 – RCS PARIS

ISIN 0000033219

Communiqué

BILAN SEMESTRIEL DU CONTRAT DE LIQUIDITE AVEC KEPLER SECOND SEMESTRE 2010

Par contrat en date du 9 mars 2010, la Société a confié au prestataire de service d'investissement, KEPLER CAPITAL MARKETS, 112 avenue Kléber à PARIS 75116 et KEPLER CORPORATE FINANCE, Chemin du Joran 10 à NYON (1260), la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par le cadre juridique en vigueur, et plus particulièrement les dispositions du Règlement (CE) 2273/2003 de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dérogations prévues pour les programmes de rachat et la stabilisation d'instruments financiers, les dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, les dispositions du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de la décision AMF du 1^{er} octobre 2008 et la Charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers et approuvée par l'Autorité des Marchés financiers par décision du 1^{er} octobre 2008.

Au titre de ce contrat de liquidité, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité au 31 décembre 2010 chez KEPLER :

- 5.140 titres de la Société ALTAREA
- 118.538,18 euros

Il est rappelé qu'au 30 juin 2010 les moyens suivants figuraient au compte de liquidité confié à KEPLER :

- 3.871 titres de la Société ALTAREA
- 291.913,48 euros

A Paris
Le 7 janvier 2010

Contacts : Eric DUMAS
Directeur Financier
01 44 95 51 42

Foncière spécialisée en centres commerciaux, ALTAREA est également un développeur immobilier intervenant sur l'ensemble des classes d'actifs (centres commerciaux, bureaux, logements, hôtels). La force du modèle ALTAREA se traduit à proposer aux collectivités locales des solutions globales et innovantes d'aménagement urbain comprenant commerces, bureaux, logements, hôtels et équipements publics.